



## « Merci » de chaque citoyen syrien à chaque citoyen russe

Par [DR Bachar al-Assad](#)

Mondialisation.ca, 02 avril 2016

[sputniknews.com](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#),  
[Russie et CEI](#)

« Merci » de chaque citoyen syrien à chaque citoyen russe

Par le Président Bachar al-Assad

*2<sup>ème</sup> partie de l'entrevue accordée par le Président syrien au Directeur général de l'agence russe Sputnik*

---

Question 2.1 : Il se dit que certains insistent sur la nécessité d'élections présidentielles anticipées en Syrie. Êtes-vous prêt à aller dans cette direction

Le Président Al-Assad : Cette question n'entre pas dans le cadre du processus politique en cours. Ce qui est prévu est qu'une fois la nouvelle Constitution adoptée, elle soit suivie d'élections législatives, puis d'un gouvernement reflétant la distribution des forces politiques au sein du nouveau Parlement.

Les élections présidentielles relèvent d'un mécanisme différent en rapport avec la volonté populaire. C'est le peuple qui décide de l'éventuelle nécessité d'élections présidentielles anticipées, non quelques groupes de l'opposition. C'est une question qui concerne chaque citoyen syrien, puisque c'est lui qui élit le Président

Je n'ai aucune opposition de principe, d'autant plus qu'un Président a besoin du soutien du peuple pour agir et qu'il devrait être toujours prêt à accepter une telle éventualité. Je suis donc prêt à aller dans cette direction si telle est la volonté populaire.

Question 2.2 : Il est aussi important que le peuple connaisse l'opinion de son Président. Seriez-vous d'accord pour que le Président soit élu par le Parlement, comme c'est le cas dans certains pays ? Êtes-vous d'accord pour que les Syriens de l'étranger participent aux élections présidentielles, sujet dont il est beaucoup question en ce moment ? Quel est le système le plus approprié à votre avis ?

Le Président Al-Assad : Je crois que le meilleur système est que le Président soit élu au suffrage universel direct et non par le Parlement, afin que son action porte sur l'intérêt général et qu'il soit plus libre face aux pressions des différentes forces politiques.

Quant à la participation des Syriens aux élections, plus elle sera large, plus elle confirmera

la légitimité de l'État, du Président et de la Constitution qui supervisent la procédure. Elle concerne absolument tous les Syriens, qu'ils soient au pays ou à l'étranger. Mais il est évident que l'opération électorale pour les Syriens de l'étranger se discute en tant que procédure et non en tant que principe politique. Dans ce cas, la question est donc : comment procéder ? C'est un sujet dont nous n'avons pas encore discuté, pour la bonne raison que des élections présidentielles anticipées n'ont même pas été envisagées et, plus simplement, parce qu'il consiste à faire en sorte que les électeurs puissent accéder à un bureau de vote supervisé par l'État syrien.

Question 2.3 : Où en est le processus de la « Réconciliation » qui a révélé nombre de nouveaux partenaires à vos côtés ? Quels sont les groupes avec lesquels vous pourriez ne jamais vouloir discuter ? Et êtes-vous prêts à accueillir les forces internationales de maintien de la paix pour consolider les réconciliations ?

Le Président Al-Assad : Beaucoup s'attendaient à ce que la trêve échoue. Finalement ses résultats ont été bons et même un peu plus que bons

Comme vous le savez, des négociations ont eu lieu entre les parties russes et américaines pour identifier nommément les entités terroristes, sans tomber parfaitement d'accord sur le sujet ; alors que ni la partie russe, ni nous-mêmes, n'avons modifié notre évaluation des groupes que nous considérons terroristes . D'où la proposition consistant à ce que tout groupe armé qui accepterait la trêve et le dialogue avec la partie russe, ou le l'État syrien, soit considéré comme ayant abandonné l'action terroriste pour se diriger vers le processus politique

C'est ce que nous cherchons et c'est pourquoi je crois que plus important que l'identification des entités terroristes est l'accélération des opérations de réconciliation avec les miliciens armés qui consentiraient à déposer leurs armes, ou à combattre le terrorisme aux côtés de l'État syrien et des amis qui le soutiennent, la Russie et l'Iran en particulier.

Par conséquent, en tant qu'État, le principe général est que nous sommes prêts à intégrer tout combattant [illégalement] armé qui dépose ses armes dans l'intention de revenir vers la normalité et d'arrêter l'effusion du sang syrien.

Question 2.4 : Et qu'en est-il des Forces internationales de maintien de la paix ?

Le Président Al-Assad : C'est là un discours absolument irréaliste, parce que ces Forces interviennent suite à des accords internationaux approuvés par des États. Dans ce cas précis, de quels États parlons-nous ? Il y a d'un côté un État syrien et de l'autre, des groupes terroristes. Est-ce possible que les Nations Unies signent un accord avec des groupes terroristes ? Admettons qu'elles veuillent le faire, qui sont-ils ? Personne ne le sait clairement. Vous parlez de gangs qui apparaissent et disparaissent, se mêlent et se démêlent dans des circonstances obscures. Par ailleurs, militairement parlant, c'est une situation qui implique deux armées de part et d'autre d'une frontière géographiquement définie par les termes de l'accord. Et admettons que nous acceptions d'accueillir ces forces des Nations Unies, comment travailleront-elles ? C'est pourquoi je dis que c'est un discours absurde.

Question 2.5 : Quelle part accordez-vous à l'aide offerte par les Forces armées de Russie dans les succès militaires de la guerre contre le terrorisme

Le Président Al-Assad : Je préfère parler des faits observables sur le terrain. Je dirai que c'est un grand succès, alors que d'autres pourraient considérer qu'il est minime. Le mieux serait de procéder à une simple comparaison entre la situation observée suite à environ un an et demi d'intervention de ladite coalition internationale, qui a vu le terrorisme s'étendre considérablement en Syrie et Irak, et la situation au bout de six mois de l'intervention russe, laquelle a abouti au recul des forces terroristes et notamment de Daech.

C'est donc la réalité objective sur le terrain militaire qui démontre le grand succès des Forces armées de Russie. En tous cas, la bataille n'est pas encore terminée et la guerre se poursuit.

Question 2.6 : Pour revenir sur la question des bases russes. Staffan de Mistura, a cité un article des documents de Genève précisant que les Forces étrangères devraient quitter la Syrie. Pensez-vous que la Syrie aura besoin de la présence permanente de la base de Hmeimem ?

Le Président Al-Assad : Tout d'abord, inviter des forces étrangères sur son territoire est un droit souverain applicable dans de nombreux pays. Nul ne peut l'interdire, à moins que ce ne soit clairement spécifié par la Constitution du pays en question, ce qui n'est pas le cas en ce qui nous concerne. Ensuite, je ne pense pas que l'opinion publique syrienne souhaite que ce soutien russe s'arrête, ni actuellement, ni à l'avenir, d'autant plus que nous sommes toujours au cœur de la bataille.

Quant à la base de Hmeimem, les forces qui y sont stationnées doivent évidemment être proportionnelles aux missions qu'elles sont censées exécuter et aux forces terroristes sur place. Car bien qu'avec le soutien de la Russie nous ayons réussi à faire reculer le terrorisme, il est toujours fort et continue de recevoir des renforts en hommes et en matériels de l'étranger, notamment de la Turquie qui n'a toujours pas cessé de le soutenir, de l'Arabie saoudite et d'ailleurs.

Une fois que nous aurons complètement vaincu le terrorisme, nous pourrions reparler de ces bases. Par ailleurs, je pense que la Russie retirera d'elle-même les forces qu'elle jugera superflues. Et ce sera un autre débat.

Question 2.7 : Mais nous avons déjà réduit nos forces, ce qui n'empêche pas certains d'exprimer leur inquiétude à propos des systèmes de missiles sol-air S-400, restés sur la base de Hmeimem. Combien de temps pensez-vous qu'ils seront laissés sur place ? Est-ce vous qui avez demandé à la Russie de vous les livrer ?

Le Président Al-Assad : Je crois que ceux-là sont contrariés par la présence de la Russie parce qu'elle est là pour combattre le terrorisme. Si le Président Poutine décidait d'envoyer ses forces au secours des terroristes, ils l'applaudiraient. Tel est le problème de l'Occident. Ce n'est donc pas le maintien d'une base russe qui les gêne. Le problème est qu'ils ne veulent pas que la Russie occupe le rang international qui lui revient politiquement, militairement et économiquement. Toute action qu'elle entreprend en tant que grande puissance de premier rang, et non de second rang comme le souhaiteraient les USA, dérange l'Occident en général. Voilà ce qui explique leur inquiétude.

Quant au maintien des Forces russes en Syrie, je vous ai dit il y a peu qu'il était actuellement en rapport avec la lutte contre le terrorisme et, ultérieurement, avec la situation géopolitique internationale. Certains petits pays comme la Syrie se sentent plus en

sécurité lorsqu' existe un équilibre international. Par conséquent, si une part de cet équilibre peut être assurée par une opération ou une base militaire, nous sommes preneurs, car cela nous est utile d'un point de vue politique. C'est quelque chose de très important pour nous et pour beaucoup d'autres pays en ce monde.

Intervention : Il n'y a donc pas de délai prévu, avant livraison de systèmes S-400 à l'armée syrienne ?

Le Président Al-Assad : Non. En tout cas pas actuellement, et cela n'a rien à voir avec son maintien à Lattaquié. Cela dépend de contrats directs entre nous et l'armée russe, des contrats d'achat.

Question 2.8 : Pouvez-vous nous préciser la nature et le montant de ces contrats et, plus précisément, des derniers en date ?

Le Président Al-Assad : Dans les circonstances actuelles, nous optons pour les armes moyennes et légères, en laissant de côté les armes stratégiques, lesquelles ne nous sont pas nécessaires dans notre guerre contre les terroristes. Quant au montant, nous n'avons pas l'habitude de communiquer ce genre d'information. Cela reste entre nous et l'armée russe.

Question 2.9 : Parlons de paix. Comment se déroulent les préparatifs des élections législatives du 13 avril ? En êtes-vous satisfait ?

Le Président Al-Assad : La bonne chose est que, après cinq ans de guerre et de tentatives de destruction de l'Etat syrien visant sciemment sa Constitution, nous soyons en mesure de respecter une échéance constitutionnelle ; ce qui prouve la pérennité de l'État et du pays en général, en dépit du terrorisme qui est toujours là.

Quant à moi, ce qui me paraît le plus positif est la participation sans précédent ; un taux jamais atteint pour des élections parlementaires et plusieurs fois supérieur aux taux habituels. Je pense que cela s'explique par l'attachement des Syriens à leur Constitution et leur volonté de confirmer sa légitimité ainsi que celle de leur État. C'est un signal populaire très fort. C'est pourquoi je peux vous dire : oui, je suis satisfait.

Intervention : En dépit du fait que ce processus politique se déroule dans des conditions d'intrusion terrestre ? Bien que cette intrusion ne soit pas manifestement déclarée, la Turquie continue de bombardier le territoire syrien. Existe-t-il une ligne rouge au-delà de laquelle vous perdriez patience en traitant ce fait comme une agression directe ? Et quelles sont les lignes rouges au-delà desquelles les ingérences de certains États, comme la Turquie et l'Arabie Saoudite, vous amèneraient à prendre des mesures plus sévères?

Le Président Al-Assad : La Turquie, en premier lieu, et l'Arabie Saoudite ont dépassé toutes les lignes rouges dès les premières semaines ou les premiers mois de la guerre contre la Syrie. Depuis le début, toutes leurs actions sont à considérer comme des agressions ; agression politique, agression militaire en soutenant et en armant les terroristes, agression directe par bombardements ou intrusions militaires.

Intervention : Et Erdogan

Le Président Al-Assad ; Depuis le début, Erdogan soutient directement les terroristes en les autorisant à se déplacer à l'intérieur du territoire turc pour mener des manœuvres

individuelles ou bombarder le territoire syrien ; les finance en leur faisant parvenir les capitaux saoudiens et qataris ; fait commerce du pétrole volé par Daech ; continue à frapper de son artillerie l'armée syrienne pour leur permettre d'avancer en territoire syrien ; envoi des terroristes combattre aux côtés des autres terroristes en Syrie ; attaque un avion russe dans l'espace aérien syrien, ce qui constitue indéniablement une agression contre la souveraineté syrienne ; fait des déclarations qui ne sont rien d'autre que des ingérences dans nos affaires intérieures. Bref, toutes ces actions sont de véritables agressions qui font que nous avons perdu patience et avons, depuis longtemps, perdu espoir qu'il puisse changer.

Maintenant, la guerre contre Erdogan et l'Arabie Saoudite consiste à combattre les terroristes. L'armée d'Erdogan n'est pas l'armée turque. L'armée d'Erdogan, ce sont les terroristes et c'est cette armée qui, aujourd'hui encore, agresse la Syrie. Frapper les terroristes en Syrie mène directement à la défaite d'Erdogan. Nous devons donc commencer par riposter en Syrie. Ce n'est qu'après les avoir vaincus en Syrie que nous pourrons vaincre le terrorisme. Le peuple turc n'est d'aucune façon notre ennemi. Nos relations redeviendront bonnes, à moins qu'Erdogan ne reste à son poste.

Question 2.10 : L'automne dernier, vous vous êtes rendu à Moscou à un moment problématique. Sur quoi exactement êtes-vous tombés d'accord avec le Président Poutine ? Y a-t-il eu des accords signés ? Ou bien persistez-vous à mener des concertations entre vous, en vous contentant de votre relation directe

Le Président Al-Assad : Cette visite a eu lieu à un moment particulier, moins de deux semaines après le début du soutien militaire russe aux Forces syriennes, lequel s'est indubitablement imposé à l'ordre du jour. Il n'y a pas eu d'accord ou de contrats signés, mais un échange de nos points de vue sur essentiellement deux sujets : l'opération militaire qui avait commencé vu la nécessité de frapper le terrorisme ; et comment mettre à profit l'opération militaire pour soutenir le processus politique qui redémarrerait à Genève ou ailleurs. Les questions du Président Poutine ont tourné autour des sujets sur lesquels vous m'avez interrogé. Nous n'avons pas discuté d'autre chose.

Question 11 : Monsieur le Président, je vous suis reconnaissant pour votre accueil et votre franchise. Aurais-je omis de vous poser une question que vous auriez aimé aborder ? Avez-vous quelque chose à ajouter

Le Président Al-Assad : Je voudrais d'abord vous remercier pour être venu en Syrie en ce moment précis. Et, à travers votre importante institution, j'aimerais transmettre les remerciements de chaque citoyen syrien à chaque citoyen russe pour le soutien que la Russie a offert à la Syrie pendant la crise, que ce soit politiquement, moralement, humainement et, dernièrement, militairement. C'est le citoyen russe qui fut le principal soutien du Président Poutine pour qu'il ait pu prendre cette dernière décision.

Aujourd'hui, en dépit des circonstances difficiles, nous vivons la joie de retrouver la ville de Palmyre qui représente un héritage de l'Humanité pour le monde entier. Nous sommes convaincus qu'en plus de la détermination de l'armée syrienne à la récupérer, la Russie a joué un rôle essentiel ainsi que l'Iran et les autres forces qui combattent aux côtés de la Syrie.

Encore une fois, merci à chaque citoyen russe à travers vous. Les liens que nous avons tissés depuis soixante ans sont désormais plus forts et plus solides. Nous espérons que la

Russie jouera un grand rôle sur la scène internationale, pas seulement en Syrie, et qu'elle jouera un grand rôle dans la lutte contre le terrorisme et le rétablissement de l'équilibre politique dans le monde.

Merci

Docteur Bachar al-Assad

Président de la République arabe syrienne

31/03/2016

Source : SANA [Syrian Arab News Agency], 2<sup>ème</sup> partie.

NB : la vidéo de l'entrevue est annoncée pour le dimanche 3 avril.

<http://sana.sy/?p=361978>

*Texte traduit par Mouna Alno-Nakhal pour Mondialisation.ca*

\*\*\*

La source originale de cet article est sputniknews.com  
Copyright © [DR Bachar al-Assad](#), sputniknews.com, 2016

---

Articles Par : [DR Bachar al-Assad](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)